

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

**COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE**

[C – 2013/31734]

**6 JUIN 2013. — Arrêté 2012/492 du Collège de la Commission communautaire française  
fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelle, l'article 87 § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 26 mars 2009 fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation donné le 29 janvier 2013;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution.

**Art. 2.** Tous les titres et fonctions mentionnés dans le texte du présent arrêté sont à lire tant au masculin qu'au féminin.

**Art. 3.** Les services du Collège de la Commission communautaire française sont organisés en directions d'administration, services et cellules.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le service du secrétariat général est placé sous l'autorité directe de l'Administrateur général. Il gère les secteurs suivants :

- Chancellerie
- Associations, cadastre des subventions et appui au non-marchand (en ce compris la gestion d'un guichet unique)
- INAMI
- Accompagnement de la démarche d'évaluation qualitative
- Politique générale
- Contrôle de gestion
- Achats durables
- Lutte contre les discriminations et l'égalité des chances
- Assurances
- Contrôle de l'utilisation des subsides.

§ 2. Les services suivants sont placés sous l'autorité directe de l'Administrateur général :

- Service de l'Inspection
- Service interne de prévention et de protection au travail
- Service juridique : fonction publique, marchés publics et contentieux (en ce compris le secrétariat des organes visés par le statut syndical)
- Service de la communication interne et externe et des relations internationales, en ce compris le suivi des directives européennes. Ce service devient une cellule relevant du Service du secrétariat général au départ du titulaire de l'emploi de Conseiller chef de service dudit service.

§ 3. Sont également placés sous l'autorité directe de l'Administrateur général :

- Le personnel affecté au secrétariat de l'Inspection des Finances;
- Le personnel affecté au contrôle des engagements;
- Le personnel affecté au service social;
- les permanents syndicaux.

**Art. 5.** Les 6 directions d'administration sont placées sous le lien hiérarchique de l'Administrateur général.

Les directions d'administration, services et cellules sont répartis comme suit :

1. Direction d'administration des ressources humaines :

- Service des ressources humaines
- Service informatique et de la gestion documentaire

La direction d'administration des ressources humaines est dotée d'une cellule du développement des compétences professionnelles placée sous l'autorité directe du Directeur d'administration. Cette cellule est dirigée par le Conseiller Chef de service, responsable du développement des compétences professionnelles, au sens de l'article 51 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

Au départ du Conseiller Chef de service, la cellule du développement des compétences professionnelles est intégrée au service des Ressources humaines.

2. Direction d'administration des affaires budgétaires et patrimoniales :

- Service du budget, de la comptabilité et de la trésorerie
- Service du patrimoine, de l'infrastructure, de la gestion des bâtiments (hors les bâtiments scolaires) et de l'économat

3. Direction d'administration des affaires culturelles, du sport et du tourisme :

- Service de la culture
- Service du tourisme
- Service des affaires socioculturelles et du sport

Au départ de l'un des Conseillers chef de service en charge de la culture ou du tourisme, ces deux services sont fusionnés en un service de la culture et du tourisme

4. Direction d'administration de l'aide aux personnes handicapées :

- Service des prestations individuelles
- Service de l'emploi et de l'aide à l'intégration
- Service de l'accueil et de l'hébergement
- Service initiatives, information et documentation

La direction d'administration de l'aide aux personnes handicapées est dotée de 3 cellules placées sous l'autorité directe du Directeur d'administration :

- Cellule Observatoire
- Cellule grande dépendance
- Cellule Comptabilité

5. Direction d'administration de l'enseignement et de la formation professionnelle :

- Service de l'organisation générale des sites d'enseignement
- Service Enseignement
- Service de recherches microbiologiques J.M. WIAME
- Service de la formation professionnelle et du transport scolaire (en ce compris le secteur de la formation P.M.E.)

La direction d'administration de l'enseignement et de la formation professionnelle est dotée d'une cellule administrative et budgétaire placée sous l'autorité directe du Directeur d'administration.

Sont également placés sous l'autorité directe du Directeur d'administration :

- l'Auditorium Jacques Brel
- le Hall omnisports du campus du Ceria
- Le Centre sportif du campus du Ceria
- la Haute Ecole Lucia de Brouckère

6. Direction d'administration des affaires sociales et de la santé :

- Service de la santé
- Service des affaires sociales
- Service de la cohésion sociale

La direction d'administration des affaires sociales et de la santé est dotée d'une cellule « enfance et milieu d'accueil de l'enfant » placée sous l'autorité directe du Directeur d'administration.

**Art. 6.** Jusqu'au départ du titulaire de l'emploi d'Administrateur général adjoint (grade en extinction), celui-ci continue à exercer ses fonctions, à savoir :

- seconder l'Administrateur général dans la gestion courante de l'administration et le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement.
- superviser la Direction d'administration des affaires budgétaires et patrimoniales, la Direction d'administration de l'aide aux personnes handicapées, la Direction d'administration des affaires sociales et de la santé
- assurer la coordination entre les directions d'administration des affaires sociales et de la santé et de l'aide aux personnes handicapées
- signer les documents émanant du service à gestion séparée « Bâtiments » (SGS Bâtiments)
- signer les documents internes aux services du Collège émanant des directions d'administration, services et cellules placés sous son autorité hiérarchique
- signer, avec l'Administrateur général, les documents revêtant une importance particulière.

**Art. 7.** L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 26 mars 2009 fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française est abrogé.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2013.

**Art. 9.** Le Membre du Collège ayant la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juin 2013.

Par le Collège :

Le Président du Collège chargé du Budget, de l'Enseignement, du Tourisme et des Relations internationales,

Ch. DOULKERIDIS

Membre du Collège chargée de la Fonction publique,  
de la Politique de la santé et de la Formation professionnelle des classes moyennes,

Mme C. FREMAULT

Membre du Collège chargé de la Cohésion sociale,

R. VERVOORT

Membre du Collège chargée de la Politique d'aide aux Personnes handicapées,

Mme E. HUYTEBROECK

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle, de la Culture, du Transport scolaire,  
de l'Action sociale, de la Famille, du Sport et des Relations internationales,

R. MADRANE

VERTALING

#### COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2013/31734]

#### 6 JUNI 2013. — Besluit 2012/492 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de structuur van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, artikel 87 § 3, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, meer bepaald op artikel 79;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1°;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1°;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 26 maart 2009 tot vaststelling van de structuur van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van het Hoger overlegcomité, gegeven op 29 januari 2013;

Op voorstel van het Collegelid belast met Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** Alle, in de tekst van onderhavig besluit vermelde titels en functies moeten zowel in het mannelijk als in het vrouwelijk gelezen worden.

**Art. 3.** De Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie zijn samengesteld uit directiebesturen, diensten en cellen.

**Art. 4. § 1.** De dienst van het secretariaat-generaal staat onder de rechtstreekse bevoegdheid van de Administrateur-generaal. Hij beheert de volgende sectoren :

- Kanselarij
- Verenigingen, kadaster van subsidies en non-profit ondersteuning (met inbegrip van het beheer van een uniek loket)
- RIZIV
- Begeleiding van de kwalitatieve evaluatie
- Algemeen beleid
- Beheerscontrole
- Duurzame aankopen
- Strijd tegen discriminatie en gelijkheid van kansen
- Verzekeringen
- Controle over het gebruik van subsidies.

§ 2. De volgende diensten staan onder het rechtstreekse bevoegdheid van de Administrateur-generaal :

- Inspectiedienst
- Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk
- Juridische dienst : openbaar ambt, overheidsopdrachten en geschillen (met inbegrip van het secretariaat van de door het vakbondsstatuut bedoelde organen)
- Dienst van de interne en externe communicatie en van internationale betrekkingen, met inbegrip van de opvolging van Europese richtlijnen. Deze dienst wordt een cel die behoort tot de Dienst van het secretariaat-generaal bij het vertrek van de houder van de functie van Adviseur-diensthoud van de genaamde dienst.

§ 3. Worden eveneens onder de rechtstreekse bevoegdheid van de Administrateur-generaal geplaatst :

- Het personeel toegewezen aan het secretariaat van de Inspectie van Financiën;
- Het personeel toegewezen aan de controle op de vastleggingen;
- Het personeel toegewezen aan de sociale dienst;
- De syndicale medewerkers.

**Art. 5.** De 6 directiebesturen worden onder het gezag van de Administrateur-generaal geplaatst.

De directiebesturen, diensten en cellen worden als volgt opgesplitst :

1. Directiebestuur van human resources management :

- Human resources dienst
- Dienst voor informatica en documentenbeheer

Het directiebestuur van human resources beschikt over een cel voor de ontwikkeling van beroepscompetenties die onder de rechtstreekse bevoegdheid van de Bestuursdirecteur staat. Deze cel wordt geleid door de Adviseur-diensthoud die verantwoordelijk is voor de ontwikkeling van de beroepscompetenties, in de zin van artikel 51 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Bij het vertrek van de Adviseur-diensthoud wordt de cel voor ontwikkeling van beroepscompetenties in de dienst Human Resources opgenomen.

2. Directiebestuur van budgettaire en vermogensrechtelijke zaken :

- Dienst begroting, boekhouding en schatkist
- Dienst erfgoed, infrastructuur, beheer gebouwen (behalve schoolgebouwen) en economaat

3. Directiebestuur van culturele zaken, sport en toerisme :

- Dienst cultuur
- Dienst toerisme
- Dienst socioculturele zaken en sport

Bij het vertrek van een van de Adviseurs-diensthouders bevoegd voor cultuur of toerisme worden deze twee diensten tot één dienst van cultuur en toerisme gefuseerd

4. Directiebestuur van bijstand aan gehandicapten :

- Dienst individuele prestaties
- Dienst tewerkstelling en hulp bij integratie
- Dienst opvang en huisvesting
- Dienst initiatieven, technische bijstand en documentatie

Het directiebestuur van bijstand aan gehandicapten beschikt over 3 cellen die onder de rechtstreekse bevoegdheid van de Bestuursdirecteur staan :

- Cel Observatorium
- Cel grote afhankelijkheid
- Cel Boekhouding

5. Directiebestuur van onderwijs en opleiding :

- Dienst voor de algemene organisatie van de onderwijsplaatsen
- Dienst Onderwijs
- Dienst voor microbiologisch onderzoek J.M. WIAME
- Dienst opleiding en schoolvervoer (met inbegrip van de sector van de K.M.O.-opleiding)

Het directiebestuur van onderwijs en opleiding beschikt over een budgettaire en administratieve cel die onder de rechtstreekse bevoegdheid van de Bestuursdirecteur staat.

Staan eveneens onder de rechtstreekse bevoegdheid van de Bestuursdirecteur :

- het auditorium Jacques Brel
- de omnisporthal van de campus van Ceria
- het sportcomplex van de campus van Ceria
- de Hogeschool Lucia de Brouckère

## 6. Directiebestuur van sociale zaken en gezondheid :

- Dienst gezondheid
- Dienst sociale zaken
- Dienst sociale samenhang

Het directiebestuur van sociale zaken en gezondheid beschikt over een cel "opvangvoorzieningen voor het kind" dat onder de rechtstreekse bevoegdheid van de Bestuursdirecteur staat.

**Art. 6.** Tot het vertrek van de houder van de functie van Adjunct-Administrateur-generaal (graad in uitdoving) oefent deze verder zijn functies uit, namelijk :

- de Administrateur-generaal bijstaan bij het dagelijks beheer van de administratie en hem vervangen in geval van afwezigheid of bij verhindering.
- het superviseren van het Directiebestuur van budgettaire en vermogensrechtelijke zaken, het Directiebestuur van bijstand aan gehandicapten, het Directiebestuur van sociale zaken en gezondheid
- de coördinatie garanderen tussen de directiebesturen van sociale zaken en gezondheid en van bijstand aan gehandicapten
- de documenten ondertekenen afkomstig van de dienst met eigen beheer "Gebouwen" (SGS Gebouwen)
- de interne documenten ondertekenen van de diensten van het College afkomstig van de directiebesturen, diensten en cellen die onder zijn hiërarchisch gezag staan
- samen met de Administrateur-generaal de documenten die een bijzonder belang bekleden, ondertekenen.

**Art. 7.** Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 26 maart 2009 tot vaststelling van de structuur van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt ingetrokken.

**Art. 8.** Onderhavig besluit wordt van kracht op 1 november 2013.

**Art. 9.** Het Collegelid bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit. Brussel, 6 juni 2013.

Namens het College :

De Voorzitter van het College belast met Begroting, Onderwijs, Toerisme en Internationale Betrekkingen,  
Ch. DOULKERIDIS

Collegelid belast met Openbaar Ambt, Gezondheidsbeleid en Opleiding van de Middenstand,  
Mevr. C. FREMAULT

Collegelid bevoegd voor Sociale Samenhang,  
Ch. PICQUE

Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

Collegelid bevoegd voor Beroepsopleiding, Cultuur, Schoolvervoer, Sociale Actie, Gezin,  
Sport en Internationale Betrekkingen,  
R. MADRANE

---

**COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE**

[C – 2013/31735]

**6 JUIN 2013. — Arrêté 2012/493 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juin 2009 fixant le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelle, l'article 87 § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1°;

Vu le règlement du 27 novembre 1998 habilitant le Collège de la Commission communautaire française à fixer le cadre organique du personnel de ses services;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juin 2009 fixant le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu le protocole n° 2012/18 du 8 octobre 2012 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 mai 2012;